

Quebec : solidarité Palestine ! (divers)

mercredi 25 octobre 2023, par [Amnesty International \(CA\)](#), [Collectif de Québec pour la paix](#), [Divers](#), [FRAPPIER André](#), [LEWIS Ginette](#), [Québec solidaire](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2023).

Sommaire

- [La mobilisation d'appui \(...\)](#)
- [Le Québec participe de la](#)
- [Déclaration du Collectif \(...\)](#)
- [La paix, au nom de notre \(...\)](#)
- [Lettre ouverte au premier](#)

La mobilisation d'appui avec le peuple palestinien doit se structurer et s'élargir

La manifestation en appui au peuple palestinien de dimanche le 22 octobre comptait, selon l'estimation policière environ 7000 personnes, mais surement plus de 10 000 ont manifesté sous la pluie samedi dernier pour réclamer un cessez-le-feu et la libération de Gaza. Parmi les personnes qui ont pris la parole soulignons la présence de Chantal Ide du Conseil central CSN. Les députéEs de QS Ruba Ghazal, Alejandra Zaga et Haroun Bouazzi étaient présents à la manifestation ainsi que quelques membres de Québec solidaire qui ont arboré les drapeaux de QS.

Il n'y a cependant pas eu d'appel à participer de la part de la direction de QS pas plus que de personnel apportant la bannière et distribuant les drapeaux comme lors de la manifestation du Front commun récemment et dans presque toutes les grandes manifestations.

Le lendemain QS a émis un communiqué laconique appelant à la paix et plaçant encore dos à dos la population palestinienne et le gouvernement israélien au moment où la population palestinienne de Gaza subit un assaut génocidaire.

Le médecin Moustafa Barghouti, secrétaire de l'Initiative nationale palestinienne, qui a participé le printemps dernier à la conférence de La Grande transition à Montréal commente quant à lui la situation ainsi : *« Ce à quoi nous avons assisté dans la dernière période, c'est à une offensive sans précédent d'attaques des colons contre les Palestiniens, d'attaques sans précédent d'Israéliens contre la mosquée Al-Aqsa, et de meurtres de Palestiniens, 248 - y compris 40 enfants - depuis le début de l'année par des soldats et des colons. La communauté internationale n'a rien fait pour mettre fin à 56 ans d'occupation et 25 ans de nettoyage ethnique, de déplacements de population, des milliers de prisonniers (pour beaucoup sans aucun procès), et la communauté internationale a été silencieuse à ce propos. Aujourd'hui, c'est une réaction [l'offensive du Hamas] à toutes ces oppressions. »* [\[1\]](#)

En écho, Gideon Levy, dans Haaretz du 9 octobre, conclut sa tribune ainsi : *« Samedi, ils [des autorités israéliennes] parlaient déjà d'éliminer des quartiers entiers de Gaza, d'occuper la bande et*

de punir Gaza "comme elle n'a jamais été punie auparavant". Mais Israël n'a jamais cessé de punir Gaza depuis 1948, pas même un instant. Après 75 ans d'abus, le pire scénario possible les attend une fois de plus. » [2]

La mobilisation doit s'accroître et se raffermir dans ses revendications, exiger le retrait des troupes israéliennes, la fin des bombardements de Gaza, la fin de l'enclave et le retour des terres en Cisjordanie. Il faut interpeller le gouvernement canadien afin qu'il condamne la politique du gouvernement Israélien, il faut dénoncer la complicité de Legault avec Israël.

Les syndicats, regroupements de solidarité internationale, groupes féministes, groupes populaires, regroupements des différentes communautés culturelles doivent prendre leur place dans ce mouvement d'appui. La solidarité avec le peuple palestinien doit s'élargir et se structurer, maintenant !

André Frappier

Le Québec participe de la solidarité avec la Palestine

Voici deux petits compte rendu du déroulement des manifestations pro-palestines à Montréal et Québec.

Cette manif - à laquelle j'ai participé hier dimanche 22 octobre à Montréal - fait pâlir nos traditionnelles défilés du Premier mai tellement les participantes étaient ardentes, énergiques et dynamiques : aucun silence, car des slogans furent lancés de façon constante durant les deux heures de cette manif sur la rue Sainte-Catherine Ouest (des rues Stanley à Atwater qui avait débutée à l'angle de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque Ouest).

J'ai vu deux drapeaux du Parti communiste libanais : faucille et marteau ornaient une bande rouge du drapeau national (original !).

Fait cocasse : un drapeau du Québec flottait avec les fleurs de lys « pointant vers le bas » : une réplique politique au premier ministre François Legault pour sa vassalisation prostitutionnelle envers Israël.

On se serait cru à Paris ! À la fin de la manif, et à la face d'une douzaine de policiers casqués, des jeunes ont grimpé aux poteaux des feux de circulation pour y accrocher des drapeaux palestiniens ; après les discours, ils sont remontés pour redescendre avec les drapeaux, sans doute pour éviter une contravention aux organisateurs de la manif.

J'ai vu quelqu'un qui tenait un micro de Cogeco (98,5 FM / Montréal) au bord d'un trottoir. Avez-vous une information contre-vérifiée du nombre de participants.tes à cette manifestation ?

Cordialement,

Correspondant PTAG à Montréal

C'est plus de 1000 personnes qui se sont rassemblées sous une pluie tenace le samedi 21 octobre

devant le Parlement de Québec pour dénoncer les bombardements sur Gaza et demander la libération de la Palestine.

La foule était composée presque exclusivement de personnes de la communauté arabe de Québec. Des jeunes vraiment jeunes, des jeunes femmes et hommes, des femmes adultes et des hommes. Le foulard palestinien était à l'honneur.

Les organisatrices ont débuté la manifestation en apprenant à la foule à scander les slogans. Des problèmes de système de sons ont fait qu'elles ont scandé à partir de mégaphones dans une foule de milliers de personnes. Le son était très mauvais mais la foule a rapidement pris le relais des mégaphones et tout le long de la manif les slogans n'ont pas dérogé.

Arrivé à l'ambassade américaine, le cortège s'est arrêté et deux discours ont été prononcés sous la pluie battante.

Par la suite, la manif est retournée à son point de départ en traversant les quartiers historiques de Québec.

La solidarité avec le peuple palestinien a ainsi été soulignée.

Ginette Lewis

Déclaration du Collectif de Québec pour la paix

Annonce d'une conférence le 26 octobre

Les membres du Collectif de Québec pour la paix tiennent à témoigner de leur solidarité avec les victimes civiles palestiniennes et israéliennes ainsi que leurs proches. Toute attaque contre des civils est un crime de guerre et doit être dénoncée.

À court terme, nous réclamons d'établir un cessez-le-feu et reprendre les négociations pour la paix, ce qui inclut la libération des prisonniers politiques palestiniens en Israël et israéliens en Palestine. L'eau, le gaz et l'électricité doivent être rétablis à Gaza, comme le réclame l'ONU.

Cette punition collective est un crime de guerre qui génère une grave crise humanitaire et l'aide internationale doit être acheminée immédiatement à Gaza. En déclarant le lundi 9 octobre « J'ai ordonné un siège complet de Gaza. Nous combattons les animaux humains et agissons en conséquence », Yoav Gallant, le ministre israélien de la Défense, ouvre la porte à des pratiques génocidaires. L'attaque aérienne d'un hôpital survenue le 17 octobre, au cours duquel plus de 500 personnes ont été tuées en un seul coup, en est un exemple frappant. Rappelons que si les Palestiniens n'ont pas une armée régulière digne de ce nom, l'État israélien a l'une des armées les mieux équipées au monde.

Cette violence qui se répète depuis des décennies ne trouvera pas de fin tant que l'on n'aura pas réglé sa cause. La cause de cette violence répétée, c'est l'occupation illégale de la Palestine par Israël.

L'occupation, c'est Gaza, la plus grande prison à ciel ouvert dont on ne peut sortir depuis 16 ans. Plus de 2 millions de personnes y sont emmurées, dont la moitié sont des enfants. Approcher le mur, c'est se faire tirer dessus. Prendre la mer, c'est aussi se faire tirer dessus. L'armée israélienne

contrôle terre, mer et air, et agit de sorte qu'aucun avenir ne soit possible pour les habitants de Gaza. L'occupation, c'est aussi la Cisjordanie, incluant Jérusalem-Est, où des colons intégristes armés expulsent les populations arabes de leurs terres et leurs maisons pour s'y installer, le tout avec le soutien indéfectible de l'armée israélienne. C'est aussi voir son pays quadrillé par l'armée d'occupation qui établit des points de contrôle partout et limite ainsi fortement les déplacements des Palestiniens. L'occupation, c'est près de 5000 prisonniers politiques palestiniens en Israël, dont 170 enfants. C'est aussi plus de 230 Palestiniens assassinés depuis le début de l'année avant les événements survenus depuis le 7 octobre dernier. L'occupation de la Palestine est un acte de violence et la résistance à cette violence est légitime et doit être soutenue.

Contrairement à ce qui s'est passé en Afrique du Sud, le Canada et les puissances occidentales n'ont pas mis en place de boycott ni aucune pression pour aider à mettre fin à cet état d'apartheid. La légalité internationale doit être rétablie, notamment le respect des résolutions 194, 242 et 338 de l'ONU. Dans ce sens, nous appelons à la fin du blocus de Gaza, le démantèlement des colonies en Cisjordanie et le droit de retour des réfugiés palestiniens, qui constituent la plus grande population de réfugiés au monde, dans leur pays d'origine.

Enfin, nous condamnons le parti pris de la majorité des gouvernements occidentaux en faveur de la l'État israélien, la puissance occupante. Cette prise de position par nos gouvernements peut être interprétée comme un feu vert à poursuivre l'occupation en toute impunité et ainsi maintenir indéfiniment le cycle de violence. On ne peut non plus passer sous silence le mur médiatique et politique qui s'est dressé et qui ne tolère pas que l'on prenne en compte le point de vue du peuple qui vit sous occupation depuis des décennies. Un point de vue impartial, basé sur les faits vécus depuis 75 ans et sur le droit international, doit être adopté.

*Le Collectif de Québec pour la paix mobilise les citoyennes et citoyens de la région de Québec depuis plus de 20 ans. *

Le Collectif de Québec pour la paix organise une conférence pour mieux comprendre la situation en Palestine et en Israël.

Toute la population est invitée à la conférence : « Israël-Palestine : Quelles causes ? Quelles solutions ? ».

La conférence traitera notamment de l'occupation de la Palestine et de la solidarité internationale.

La conférence aura lieu jeudi le 26 octobre à 19h, à la salle 3 de la Maison de la Coopération, Édifice CSN, 155 Boulevard Charest E.

Seront présent-e :

- Marie-Claude Tadros Giguère, réfugiée palestinienne à Québec depuis 55 ans
- Rachad Antonius, sociologue et spécialiste du Proche-Orient
- Jesse Greener, de Voix juive indépendante
- Louise Harel, députée 1981-2008, ministre et présidente de l'Assemblée nationale du Québec

<https://www.facebook.com/events/355120327046085>

Collectif de Québec Pour La Paix

La paix, au nom de notre humanité partagée

La semaine dernière a encore été marquée par des pertes humaines tragiques dans la crise israélo-palestinienne, c'est pourquoi nous demandons aujourd'hui aux gouvernements canadien et québécois de favoriser un cessez-le-feu rapide entre l'armée israélienne et le Hamas et de s'engager clairement à condamner tous les crimes de guerre commis au Proche-Orient.

Il ne faut pas être Juif pour partager la détresse des Israéliens face aux attaques atroces du Hamas, pour condamner sans réserve les massacres et les prises d'otage de civils israéliens, autant de crimes de guerre qui nous ont toutes et tous secoués dans notre humanité.

Il ne faut pas être Palestinien pour rejeter, avec la même fermeté, la punition collective qui s'abat sur les civils de la bande de Gaza au rythme des frappes meurtrières de l'armée israélienne sur des populations privées d'eau, de nourriture et d'électricité.

Le droit international trace une ligne très claire entre les civils et les combattants. Lorsque des hommes, des femmes et des enfants innocents sont pris pour cibles, lorsque les corps des victimes s'empilent sans regard à la valeur de chaque vie humaine, nous ne sommes plus Juifs ou Palestiniens : nous sommes du camp de la paix.

Jusqu'à maintenant, nos gouvernements ont choisi de se ranger sans réserve derrière le camp du gouvernement israélien - pas des Israéliens eux-mêmes, dont la sécurité n'est guère assurée par l'escalade de la violence.

Penser que la paix passe par les bombes, c'est mal connaître l'histoire. Les cinquante dernières années nous enseignent que les « solutions militaires » du gouvernement israélien et sa politique d'occupation des territoires palestiniens, qualifiée de système d'apartheid par Amnistie Internationale, notamment, débouchent sur une impasse.

Chaque fois que le gouvernement israélien dépouille les Gazaouis de leur humanité, chaque fois que ses frappes tuent des civils dans le silence le plus complet de nos gouvernements, les extrémistes, d'un côté comme de l'autre, sont galvanisés. La paix recule.

Le chef d'orchestre israélien Daniel Barenboim a fondé le West-Eastern Divan Orchestra, une formation qui rassemble des musiciens des deux côtés du conflit israélo-palestinien. Confronté à la tragédie humaine des derniers jours, Barenboim déclarait avoir « toujours cru que le seul chemin pour la paix entre Israël et la Palestine reposait sur l'humanisme, la justice, l'égalité et la fin de l'occupation, plus qu'une action militaire, et j'ai cette conviction encore plus aujourd'hui que jamais. »

À Québec solidaire, nous sommes convaincus que la population québécoise se range dans le camp de la paix. Le cessez-le-feu est urgent : nos gouvernements doivent privilégier les moyens diplomatiques et pacifiques. L'humanisme, la justice, l'égalité : ce sont les valeurs qui nous sont chères et qui doivent les guider. Ce sont les fondations de la solution que nous devons défendre d'une seule voix : l'autodétermination respective des peuples israélien et palestinien.

Chaque vie humaine a la même valeur. Il est temps que nos gouvernements le reconnaissent.

Lettre ouverte au premier ministre Justin Trudeau sur la situation en Israël et territoires palestiniens occupés

Objet : Conflit en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés : le Canada doit exiger des deux parties le respect du droit humanitaire international et la protection des civils, ce qui inclut d'exiger d'Israël qu'il lève le blocus illégal et inhumain de la bande de Gaza.

Le très honorable Justin Trudeau,
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

Amnistie internationale suit de près les événements en Israël et dans les territoires palestiniens occupés depuis le 7 octobre 2023, et c'est avec la plus grande inquiétude que nous vous écrivons aujourd'hui. Nous sommes alarmés par l'ampleur sans précédent des violations du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains commis par les deux parties au conflit. Il s'agit d'une véritable catastrophe humanitaire. En vertu du droit international humanitaire, toutes les parties à un conflit ont clairement l'obligation de protéger la vie des civils pris dans les hostilités.

Amnistie internationale a fermement condamné les horribles attaques menées le 7 octobre 2023 par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens. Les tirs aveugles de roquettes, les sommations massives, les prises d'otages et les meurtres de plus de 1 200 personnes, dont de nombreux civils et enfants, largement et justement condamnés par votre gouvernement, constituent des violations flagrantes du droit international et s'apparentent à des crimes de guerre.

Ces crimes de guerre ne peuvent en aucun cas justifier une punition collective. Depuis le 8 octobre 2023, l'armée israélienne a bombardé Gaza à un rythme sans précédent, faisant au moins 1 350 morts et plus de 6 600 blessés. Un exode massif est en cours dans le nord de la bande de Gaza. La plupart des civils de Gaza sont les descendants de plus de 750 000 Palestiniens déplacés ou contraints de fuir leurs maisons en 1948, également connue sous le nom de Nakba. L'histoire se répète et risque d'exacerber ce cycle de violence qui dure depuis une décennie.

Le 12 octobre, les forces de défense israéliennes ont ordonné aux civils du nord de Gaza et de la ville de Gaza d'« évacuer » vers le sud, un ordre irréalisable « aux conséquences humanitaires dévastatrices », comme l'ont déclaré les Nations unies, qui pourrait s'apparenter à un transfert forcé massif, interdit par le droit international. Le droit international humanitaire impose une interdiction absolue d'attaquer les civils. Les forces armées israéliennes ont l'obligation de prendre toutes les précautions possibles pour réduire au minimum les dommages causés aux civils et aux infrastructures civiles dans l'ensemble de la bande de Gaza.

Amnistie internationale a également vérifié des preuves de l'utilisation par l'armée israélienne d'obus d'artillerie au phosphore blanc dans des zones civiles densément peuplées de Gaza, dont beaucoup peuvent être considérées comme des attaques illégales et aveugles. Le phosphore blanc est une arme incendiaire au sens du protocole III de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques et présente un risque élevé de brûlures atroces et de

souffrances à vie lorsqu'il est utilisé dans des zones civiles.

La fermeture par Israël de la seule centrale électrique de Gaza a exacerbé une crise humanitaire déjà désespérée. L'eau, la nourriture et l'accès aux services essentiels manquent dans les hôpitaux de Gaza, qui ont déjà du mal à faire face à l'afflux de blessés. Cette situation met gravement en danger la vie des personnes hospitalisées, notamment celles se trouvant en soins intensifs, ou souffrant de maladies chroniques, ainsi que les nouveau-nés qui dépendent d'une assistance respiratoire. Ce qui s'apparente à une punition collective.

Inexplicablement, le Canada n'a toujours pas dénoncé publiquement les frappes aériennes aveugles d'Israël, le blocus total et le déplacement forcé imminent de plus d'un million de civils dans la bande de Gaza.

Amnistie internationale demande instamment à votre gouvernement de :

Exhorter les deux parties au conflit à respecter le droit international humanitaire et donner la priorité à la protection des vies civiles, et à mettre fin aux attaques aveugles contre les infrastructures civiles et aux meurtres de civils.

- Exhorter publiquement et sans équivoque les autorités israéliennes à annuler immédiatement l'ordre d'« évacuation ».
- Négocier et garantir l'accès de l'aide humanitaire - fournitures médicales, nourriture, eau potable et autres produits essentiels à la survie et à l'égalité des sexes - dans l'ensemble des Territoires palestiniens occupés, sans obstruction.
- Utiliser tous les efforts diplomatiques à sa disposition pour s'attaquer aux causes profondes des cycles répétés de violence et mettre fin au blocus illégal d'Israël sur Gaza, qui dure depuis 16 ans, et au système d'apartheid imposé par Israël à tous les Palestiniens et Palestiniennes.

Monsieur le Premier ministre, vous avez le devoir, au nom de tous les Canadiens et Canadiennes, de respecter les engagements internationaux du Canada en matière de droits humains et à exiger d'Israël qu'il respecte ses mêmes obligations.

En cette heure critique, nous vous demandons instamment de vous placer du bon côté de l'histoire et d'utiliser sans équivoque la voix et l'influence du Canada pour protéger les plus vulnérables.

France-Isabelle Langlois
Ketty Nivyabandi

André Frappier Militant impliqué dans la solidarité avec le peuple Chilien contre le coup d'état de 1973, son parcours syndical au STTP et à la FTQ durant 35 ans a été marqué par la nécessaire solidarité internationale. Il est impliqué dans la gauche québécoise et canadienne et milite au sein de Québec solidaire depuis sa création. Co-auteur du Printemps des carrés rouges publié en 2013, il fait partie du comité de rédaction de Presse-toi à gauche et signe une chronique dans la revue Canadian Dimension.

Ginette Lewis

Diivers

Collectif de Québec Pour La Paix

Québec solidaire

Amnesty International (CA)

[*Abonnez-vous*](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/gauche-radicale-en-allemande-le-grand-risque-politique-de-sahra-wagenknecht>

Notes

[1] À l'encontre <https://alencontre.org/laune/israel-palestine-quelle-guerre.html>

[2] Idem